



Revue des Sciences Sociales

Numéro 3 | 2023 | Vol. 2

Varia – décembre 2023

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE

THE CRISIS OF DEMOCRACY IN AFRICA

Doudjo Germain **OUATTARA**

RÉSUMÉ

De nombreux États africains souscrivent pleinement à la démocratie qu'ils considèrent comme le système de gouvernance capable de conduire l'Afrique vers une nouvelle ère de progrès multidimensionnels. Malheureusement, un regard lucide porté sur la démocratie en Afrique laisse clairement entrevoir un réel malaise, une profonde crise. Fondamentalement, sur le continent, la démocratie est plus théorique que pratique. Cette situation interpelle l'intellectuel-philosophe-africain qui pose la nécessité de penser la crise en vue de la panser et permettre à l'Afrique de devenir un continent réellement démocratique, respectueux des

droits de l'homme, garant de la justice sociale et pleinement développé. L'Afrique doit impérativement devenir un excellent modèle de démocratie contemporaine. C'est au sein d'un environnement véritablement démocratique que nous pourrions bâtir une Afrique nouvelle, politiquement puissante, économiquement prospère, culturellement forte.

Mots-clés : Afrique, Crise, Démocratie, Développement, Droits de l'homme, Justice sociale.

ABSTRACT

Many African states fully subscribe to democracy, which they consider to be the system of governance capable of leading Africa towards a new era of multidimensional progress. Unfortunately, a lucid look at democracy in Africa clearly reveals a real malaise, a deep crisis. Basically, on the continent, democracy only exists in theory. This situation challenges the African intellectual-philosopher who poses the need to think about the crisis with a view to healing it and allowing

Africa to become a truly democratic continent respectful of human rights, guarantor of social justice and fully developed. Africa must necessarily become an excellent model of contemporary democracy. It is within a truly democratic environment that we will be able to build a new Africa, politically powerful, economically prosperous, culturally strong.

Keywords : Africa, Crisis, Democracy, development, Human rights, Social justice.

INTRODUCTION

En Afrique, de multiples États clament à cor et à cri leur attachement profond à la démocratie. Autrement dit, ils adhèrent pleinement à la démocratie qu'ils considèrent comme le meilleur mode de gouvernance. Cette adhésion, au regard des faits, semble plus théorique que pratique. En effet, nous remarquons malheureusement que de nombreux hommes politiques (dirigeants comme opposants) sont généralement hostiles aux principes fondamentaux de la démocratie. De ce fait, elle a évidemment du mal à s'implanter, s'enraciner en Afrique. Une telle situation ne peut que conduire à des dérives qui mettent en danger le bonheur du peuple qui, normalement, est la fin de la politique. Aujourd'hui, après des décennies d'indépendance, l'Afrique vit une situation déplorable qui interpelle l'intellectuel-philosophe-Africain qui s'interroge comme suit : n'y a-t-il pas une crise de la démocratie en Afrique ? Quels sont les éléments qui corroborent la thèse d'une crise de la démocratie en Afrique ? N'est-il pas nécessaire de bâtir une Afrique réellement démocratique ? Pour un continent aux prises avec le sous-développement, l'implémentation, la pérennisation de la démocratie ne peut-elle pas contribuer au développement ? Face à ces interrogations légitimes, nous évoquons trois hypothèses. Primo, il existerait de multiples preuves qui corroboreraient la thèse d'une crise de la démocratie. Deuxio, il serait possible de bâtir une démocratie authentique. Tercio, l'implantation de la démocratie serait un facteur clé du développement. L'objectif fondamental de cette réflexion que nous mènerons par le biais de la méthode socio-critique est de contribuer à l'avènement d'une Afrique véritablement démocratique et totalement développée.

1. LES TRAVERS DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE

Philosophe, c'est penser son temps. Ainsi, lorsque, lucidement, nous jetons un regard panoramique sur l'Afrique postcoloniale, nous constatons qu'elle vit une véritable crise de la démocratie. Cette crise qui suscite de multiples inquiétudes, met en péril les espoirs légitimes des populations africaines qui voyaient dans les indépendances, la fin du calvaire, de la longue nuit et le début d'une aube nouvelle. Hélas, les Africains vivent dans l'inquiétude quotidienne liée aux travers

de la démocratie. Ces travers qui traduisent la crise de la démocratie sont légion.

Au premier abord, en Afrique, la démocratie est en crise dans la mesure où le peuple est dépossédé de son pouvoir légitime. Selon l'encyclopédie libre wikipédia, l'expression "démocratie" dérive du mot grec "*demokratia*". Ce mot a été formulé à partir de deux expressions à savoir "*demos*" qui signifie peuple et "*kratein*" qui veut dire gouverner. Dans ce sens, la démocratie est assimilable au gouvernement du peuple. En effet, dépositaire ou détenteur du pouvoir, le peuple occupe une place prépondérante au sein d'une démocratie. Substantiellement : « lorsque dans la république, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie » (Montesquieu 1799 : 131). À travers ce passage, nous percevons qu'au sein d'une véritable démocratie, le pouvoir appartient au peuple. Cet aspect de la démocratie est essentiel. Ce faisant, chaque fois que le pouvoir, censé être détenu par le peuple, est usurpé ou spolié, nous tombons dans une crise. Au sein des démocraties africaines, le peuple est généralement dépossédé de son pouvoir. Pis encore, il est couramment pris en otage par des politiques véreux qui le considèrent comme un moyen et non comme une fin. C'est au regard de cette réalité que, selon B. Dadié (1970 : 79), sous le pouvoir de ces politiques, le « chef d'État apparaît [...] comme un monstre pour son peuple » qui, malheureusement, vit : « ce qu'est la faim, le froid, ce qu'est la misère, ne rien posséder » (Dadié 1970 : 78). Lorsque le peuple est considéré comme un moyen, cela conduit naturellement à des dérives. Ici, nous sommes dans le cas de figure où le but de l'acteur politique n'est pas de servir le peuple mais de se servir. Contrairement à cela, considérer le peuple comme une fin permet de développer des mécanismes capables de garantir son bien-être et son plein épanouissement. Ici, le politique est au service du peuple. Conscient que : « la démocratie est le système politique qui confère l'autorité ou le pouvoir au peuple » (Yao 2022 : 26), la spoliation ou la prise en otage du pouvoir du peuple met en exergue l'existence d'une crise.

La séparation des pouvoirs est l'un des critères fondamentaux de la démocratie. En Afrique, la crise de la démocratie est perceptible à travers le mépris de la séparation des pouvoirs. En effet, dans un État

démocratique, on distingue trois pouvoirs à savoir : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Ces pouvoirs doivent être nécessairement détenus par différents individus. En d'autres termes, ils ne doivent aucunement être incarnés par une seule personne car, « il n'y a point de liberté, si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice » (Montesquieu 1979 : 294). En Afrique, même si les institutions qui représentent les différents pouvoirs existent, nous constatons que la séparation des pouvoirs est un leurre, une simple vue de l'esprit. Généralement, le président de la république, dépositaire du pouvoir exécutif, a subtilement une emprise significative sur les pouvoirs législatif et judiciaire. Une telle situation de concentration officieuse des trois pouvoirs conduit inéluctablement aux abus. Lorsque, le même individu détient le pouvoir de : « faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers » (Montesquieu 1979 : 295), nous assistons conséquemment à l'instauration, la pérennisation de l'arbitraire et la compromission du bien-être des citoyens. Toute démocratie authentique considère la séparation des pouvoirs comme un principe sacré indispensable à l'évitement des abus d'autorités. Mieux, le respect scrupuleux de ce principe assure à l'État sa stabilité et son bon fonctionnement. Dans les États africains, les abus d'autorité subséquents au mépris de la séparation des pouvoirs sont indénombrables. Ainsi, la stabilité et le bon fonctionnement de l'État relèvent quasiment du miracle. En sapant ce principe important, les États africains corroborent la thèse de la crise de la démocratie.

Aussi, la crise de la démocratie en Afrique se manifeste à travers l'existence des régimes autoritaires et dictatoriaux. Au sein de ces régimes totalement hostiles à la contradiction, à l'opposition, tous les pouvoirs sont détenus par un seul individu ou un groupe d'individus. Dans de tels systèmes, s'opposer, c'est s'exposer à des sévices voire à la mort. Ici, la politique censée garantir le bien-être, la tranquillité, l'épanouissement de l'homme devient une véritable source de terreur, d'angoisse. Au sein des régimes autoritaires ou dictatoriaux, la liberté, aspiration légitime des citoyens est prise en otage, confisquée par les tenants du pouvoir. Fondamentalement, l'Afrique se présente comme l'un des lieux de : « floraison des dictatures les plus sévères et les plus cruelles » (Phambu 2013 : 322). Il est important de souligner que ces pouvoirs ont : « activement travaillé

au recul du respect des droits de l'homme, aux désordres politiques et au sous-développement économique du continent » (Phambu 2013 : 322). Impuissante politiquement, économiquement dépendante, culturellement faible, l'Afrique va clairement mal. Son malaise est causé par les pseudos démocraties qui violent les droits de l'homme, mettent en péril la dignité humaine et compromettent la justice sociale. Pour ce philosophe, les pouvoirs dictatoriaux constituent une entrave considérable au progrès du continent africain. Malgré les multiples déclarations vantant les bienfaits de la démocratie, nous relevons, malheureusement, de : « nombreux autocrates, contrôlant tous les réseaux, éclipant les rivaux potentiels » (Jacquemot 2022 : 24). Ce tableau sombre est une preuve tangible de la crise de la démocratie que traverse l'Afrique. C'est ce que souligne cet auteur lorsqu'il affirme qu'en Afrique, « les reculs démocratiques et les tendances autoritaires affleurent encore fréquemment » (Jacquemot 2022 : 25).

Depuis les indépendances, le continent africain a enregistré de multiples coups d'État. Après une période d'accalmie, ces dernières années, nous avons particulièrement remarqué un regain des coups d'État avec le retour des militaires au pouvoir dans les pays comme le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Gabon, le Niger, le Tchad. La recrudescence de ces coups d'État est une preuve significative de la crise de la démocratie en Afrique. Notons que l'Afrique de l'Ouest est particulièrement concernée par les derniers coups d'État. Cette partie de l'Afrique est confrontée à de graves crises politiques, sociales et surtout sécuritaires. De fait, depuis quelques années, plusieurs pays de cette région du continent luttent ardemment contre le terrorisme qui ne cesse de s'étendre et de semer continuellement la terreur et la désolation au sein des populations innocentes qui n'aspirent qu'à une existence paisible. Dans ce contexte, affirmant l'incapacité des gouvernants à faire face à ces nombreuses crises, les militaires prennent le pouvoir et promettent de relever durablement les différents défis. Notons qu' : « en situation de crise politique et sociale ou de forte insécurité, quand la population est poussée au désespoir, le pouvoir civil défaillant, habitué des perspectives à courte vue, laisse un espace où peuvent aisément s'engouffrer des militaires, le plus souvent des officiers de rang de capitaine ou de colonel qui refusent de se soumettre à leur hiérarchie qui vit confortablement retranché dans la capitale »

(Jacquemot 2022 : 33-34). Les coups d'État sont donc la preuve de l'échec des pouvoirs civils qui ne parviennent pas à honorer leurs différents engagements vis-à-vis du peuple. C'est dire qu'il n'y a pas de coups d'État ex nihilo. Les auteurs de ces coups trouvent toujours des raisons qui selon eux légitiment le renversement du pouvoir civil. Ce fut le cas dans tous les pays qui ont connu des coups d'État. Ici, nous devons impérativement comprendre que : « le retour des militaires en Afrique de l'Ouest signe dans cette partie du continent l'échec des systèmes africains de la démocratie » (Jacquemot 2022 : 33). Dans un pays où la démocratie fonctionne correctement, les militaires assument pleinement leurs devoirs sans jamais envisager une prise illégale du pouvoir. Lorsque le peuple et même les partis politiques applaudissent les coups d'État, nous devons reconnaître l'existence d'un véritable problème. Il est nécessaire de souligner que même si le retour des militaires au pouvoir est une preuve tangible de la crise de la démocratie, ce n'est pas forcément la solution aux problèmes que rencontrent ces États. Notons sans ambages que : « les coups d'État militaires [...] ont laissé un goût amer sur les langues des peuples africains qui ont vu souvent des dictateurs prendre la place d'autres dictateurs et imposer des chaînes souvent plus cruelles aux populations que les anciens pouvoirs qu'ils ont remplacés » (Mana 2021 : 42-44). Si les coups d'État étaient porteurs de progrès et de développement, certains États africains, plusieurs fois objet de coups d'État, seraient des puissances contemporaines.

La crise de la démocratie en Afrique peut également s'analyser à partir des processus électoraux. Dans une démocratie, l'accession au pouvoir se fait à travers des élections libres, inclusives, transparentes pendant lesquelles, le peuple, véritable dépositaire du pouvoir, confie à une ou des personnes l'exercice de son pouvoir pendant une période bien déterminée. Ajoutons que ces élections sont organisées par des organes crédibles, indépendants dont le but suprême est de faire respecter les principes démocratiques en matière d'organisation d'élections. En Afrique, les périodes électorales sont sensibles, effrayantes. De fait, généralement, il existe une profonde crise de confiance entre les acteurs politiques d'une part et d'autre part entre les acteurs politiques et les institutions qui organisent les élections. La véritable indépendance de ces organes de gestion et de validation est toujours mise en cause. Ce faisant, une atmosphère de suspicion accompagne la période

électorale. Ainsi, en général, les élections en Afrique conduisent à des crises parce que les résultats sont contestés et rejetés. En Afrique, il n'y a quasiment pas d'élections sans contestations, sans crises. Les conséquences de ces crises pré-électorales, électorales et post-électorales sont désastreuses pour nos pays. Ces crises que l'on éviterait dans une véritable démocratie coûtent la vie à des milliers de personnes. Nous pouvons citer en guise d'exemple la crise post-électorale de deux mille onze qui a fait des milliers de morts en Côte d'Ivoire. En deux mille vingt, ce pays, jadis havre de paix, a encore connu une crise liée aux élections présidentielles. Notons qu'une élection sans crise, paisible n'est pas une règle en Afrique, c'est une exception. C'est malheureusement une énième preuve de la crise de la démocratie. De nombreux pays ont encore beaucoup d'efforts à fournir pour être classés parmi les États qui organisent des élections qui respectent scrupuleusement les principes démocratiques. Notons que : « le score du continent en matière de processus électoral et de pluralisme demeure le plus faible du monde : 3,62/10 contre une moyenne planétaire de 5,9/10, selon le « Democracy Index 2021 » de The Economist Intelligence Unit, sur les six cent vingt-trois élections enregistrées entre 1990 et 2021, trois cent seize relèveraient de la « mascarade » (c'est-à-dire « détournées et sans valeur »), vingt-quatre seraient « douteuses » et deux cent quatre-vingt-trois seraient jugées « correctes » (Jacquemot 2022 : 39-40). Ce passage montre clairement qu'en Afrique, la démocratie est en panne. L'Afrique se présente comme le continent des : « fausses élections pseudo-démocratiques » (Mana, 2021 : 46). De telles élections conduisent inéluctablement à des hécatombes.

En ajout à ce qui précède, soulignons que la crise de la démocratie en Afrique est également perceptible à travers la problématique de l'alternance politique à la tête de nos États. Nous avons plusieurs chefs d'États qui, à la fin de leurs mandats réglementaires, s'accrochent au pouvoir à travers des modifications de la constitution. Ces dernières années, nous notons clairement : « l'ambition de confiscation du pouvoir par certaines élites dirigeantes, le vertige de s'éterniser à la tête de nos États par certains chefs qui se croient providentiels » (Mana 2021 : 42). Dans ce sens, les réformes constitutionnelles liées aux troisièmes mandats constituent le sport favori de plusieurs dirigeants africains qui veulent à tout prix conserver le pouvoir. Ce faisant, ils lèvent les verrous liés à la limitation de mandats et souvent à l'âge. En

s'opposant à l'alternance, ces dirigeants se rendent coupables de violation d'un principe cher à toute véritable démocratie. Normalement, l'alternance à la tête de l'État contribue à la vitalité de la démocratie. Une démocratie au sein de laquelle l'alternance est un leurre, une illusion, est une pseudo démocratie. Notons que si certains chefs d'États se montrent hostiles à l'alternance, d'autre par contre, ne s'y opposent guère à condition qu'elle se fasse au profit d'un proche. Ainsi, « les présidents africains ont très souvent légué l'héritage politique de leur pouvoir à un fils ou à un ami ou encore à un membre d'une même ethnie ou du même clan » (Bokouamanga 2012 : 52). Dans ce cas de figure, le pouvoir devient clairement un legs. Ce fut le cas dans les pays comme le Gabon, le Togo, le Tchad. L'Afrique des alternances compliquées, impossibles ou arrangées ne peut être qualifiée de démocratique.

L'énumération des travers de la démocratie peut nous conduire à l'évocation de la cupidité que nous relevons souvent dans la sphère politique. Notons que la cupidité renvoie à une recherche ou un amour immodéré du gain, des richesses. Sous son emprise, plusieurs acteurs politiques africains finissent par s'éloigner des valeurs démocratiques au profit de la défense acharnée de leurs intérêts. Dans ce cas de figure, le bien-être du peuple n'est plus le souci premier du politique qui est désormais au service et aux ordres de ses intérêts particuliers. Un acteur politique cupide n'a pas de mal à violer les principes fondamentaux de la démocratie dont le but essentiel est le bien-être, le bonheur du peuple. L'Afrique regorge d'acteurs politiques qui considèrent la politique comme l'opportunité de satisfaire leur soif de richesses. De tels acteurs qui n'accordent quasiment pas d'importance à la morale, développent tous les mécanismes qu'ils jugent indispensables à l'atteinte de leurs objectifs égoïstes. Dans ce cas de figure, ils ne peuvent qu'être réfractaires à la démocratie qui proscrit la défense d'intérêts particuliers et promeut l'épanouissement de l'ensemble des citoyens. De plus en plus, les populations africaines qui croupissent sous le poids des difficultés, de la misère, expriment leur mécontentement vis-à-vis des politiques qui vivent égoïstement dans l'opulence et le confort. Ils dénoncent ce travers des démocraties africaines. Lorsque la cupidité s'empare de la classe politique, la démocratie connaît un recul considérable et le bonheur des citoyens est sacrifié.

La crise de la démocratie se manifeste aussi par l'ingérence des pays occidentaux dans les affaires politiques des États d'Afrique. De fait, dans tous les domaines de notre vie politique, nous remarquons une omniprésence des puissances occidentales. Se présentant comme des modèles de démocraties achevées, elles s'arrogent le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des États africains. Tout se passe comme si, sans interventions extérieures, les pays africains seraient incapables de garantir aux populations une vie politique saine et épanouie. Aujourd'hui, l'Occident est visiblement le gendarme des démocraties africaines. En guise d'exemple, nous pouvons citer les nombreuses missions d'observations qui convergent vers l'Afrique lors des élections. Souvent, la crédibilité des élections dépend du discours ou des rapports de ces missions extérieures. Y a-t-il des observateurs étrangers en France ou aux États-Unis d'Amérique lors des élections ? Tout en répondant par la négative, nous soulignons que cette omniprésence de l'Occident est une preuve concrète de l'existence d'un malaise au sein des démocraties africaines.

Au terme de cette partie, il est important de retenir que le continent africain traverse depuis plusieurs décennies une véritable crise de la démocratie. Cette profonde crise est perceptible, entre autres, à travers la prise en otage du pouvoir du peuple, l'illusion de la séparation des pouvoirs, l'existence de régimes autoritaires, la recrudescence des coups d'État, les multiples crises liées aux élections, le refus de l'alternance, la cupidité des acteurs politiques et l'ingérence occidentale dans les affaires politiques des États africains. Tous ces éléments conduisent inéluctablement à la violation des droits de l'homme et ses corollaires. L'émergence et la pérennisation d'une démocratie authentique en Afrique ne s'impose-t-elle pas ?

2. ÉMERGENCE ET PÉRENNISATION D'UNE DÉMOCRATIE AUTHENTIQUE EN AFRIQUE

I l n'y a pas de démocratie ex nihilo. Les États qui s'illustrent actuellement comme des modèles quasi achevés de démocratie ont atteint ce stade grâce à des hommes et des femmes qui ont ardemment œuvré à la construction de ces démocraties. En la matière, l'Afrique contemporaine a besoin de subir une transmutation profonde. En effet, elle ne doit plus être cette partie du monde où pullulent les régimes antidémocratiques qui

compromettent l'être et le bien-être des populations. Les États africains, dans leur ensemble, doivent pleinement devenir des modèles de gouvernance démocratique. Pour atteindre ce noble objectif, nous devons assister à la naissance d'un africain nouveau. Cette exigence est importante dans la mesure où la qualité d'une démocratie est toujours tributaire de celle des hommes. L'Africain nouveau, levier d'une démocratie authentique, doit impérativement avoir une excellente culture démocratique. Fondamentalement, cela implique d'une part, la connaissance approfondie des principes sacrés de la démocratie et d'autre part, l'engagement sincère et honnête en faveur de leur respect scrupuleux. Pour un État qui se veut démocratique, le respect des principes est un impératif catégorique. Aujourd'hui, nous devons obligatoirement comprendre que « la démocratie est plus que des structures. Le type d'hommes qui anime le système politique configure le genre de démocratie éventuelle au sein de la société » (Phambu 2013 : 110). Si nous aspirons à l'avènement d'une Afrique réellement démocratique, il faut que l'Africain adhère pleinement à cet idéal dont il sera le principal acteur. C'est conscient de cela que nous posons la naissance d'un Africain nouveau, incarnant des valeurs, comme un préalable à l'avènement d'une Afrique démocratique. Sous son impulsion, les acteurs politiques comprendront qu'en démocratie, le pouvoir appartient toujours au peuple qui le délègue ou le confie à une ou des personnes pendant une période bien définie par la loi. Mieux, ils seront instruits sur le fait que le bien-être du peuple est le noble but de la politique. Dans un tel contexte, le pouvoir du peuple ne sera ni pris en otage ni usurpé. L'Afrique a besoin d'une nouvelle génération d'acteurs politiques caractérisés par une mentalité neuve.

L'Afrique nouvelle, attachée à la démocratie comme meilleur mode de gouvernance, doit accorder une mention spéciale au respect de la séparation des pouvoirs. En effet, au sein d'une démocratie authentique, le respect de la séparation des pouvoirs est un principe important qui comporte des avantages colossaux. Parmi ces avantages, nous pouvons relever la protection des droits et libertés des citoyens. Grâce à ce principe, les citoyens vivent généralement à l'abri de l'arbitraire dans la mesure où l'exercice des trois pouvoirs c'est-à-dire exécutif, législatif et judiciaire est assuré par différentes institutions et personnes. Les artisans d'une Afrique réellement démocratique doivent veiller à la concrétisation de la séparation des pouvoirs qui garantit un excellent fonctionnement de

l'État. Il est nécessaire d'insister sur la séparation des pouvoirs parce qu'elle est une condition indispensable, à la fois, au bon fonctionnement de l'État et au respect strict des droits fondamentaux des citoyens. L'abus de pouvoir est l'une des gangrènes des démocraties africaines. La rupture avec cette gangrène passe par l'émergence, la promotion et la pérennisation d'une véritable démocratie. Les États africains doivent définitivement rompre avec les parodies de démocratie au profit d'un attachement franc et sincère à la démocratie authentique. Nos dirigeants doivent comprendre que la séparation des pouvoirs représente l'un des aspects primordiaux de la démocratie. Dans les États qui ont une grande et excellente culture démocratique, elle est une réalité tangible. S'inspirant de ces modèles, les pays africains doivent résolument s'engager en faveur de la concrétisation de l'idéal démocratique africain. Il est temps de clairement comprendre que : « la séparation des pouvoirs et leur contrôle réciproque empêchent les abus d'autorité, assurent la stabilité du gouvernement de l'État et éloignent l'ingérence politique dans l'administration de la chose publique » (Delorme et Bouillé 1951 : 42). Cela dit, la formation des acteurs politiques africains s'impose. Par son biais, ils auront l'instruction, la connaissance nécessaire à la compréhension des enjeux de la séparation des pouvoirs.

L'avènement d'une Afrique réellement démocratique passe aussi par l'annihilation des régimes dictatoriaux. L'Afrique nouvelle à la construction de laquelle nous exhortons l'ensemble des Africains doit être antinomique à celle des libertés confisquées, enchaînées, bâillonnées. La métamorphose de l'esprit doit être un levier essentiel au rejet systématique des pouvoirs autoritaires, tyranniques au profit de la démocratie vraie. Ce faisant, l'Afrique avancera significativement dans la construction de la démocratie. Notre souci est d'organiser la société africaine de sorte à ce qu'elle devienne un parangon en matière de démocratie. Cet objectif ne peut être atteint que si les acteurs des pouvoirs autoritaires sont convaincus de la nocivité de leurs actions et de la nécessité d'emprunter une voie nouvelle. Les dirigeants africains doivent devenir les artisans dés de la nouvelle Afrique. Un continent ayant pleinement tourné le dos aux pouvoirs et pratiques antidémocratiques ne peut que garantir au peuple une vie et un avenir radieux. Nous insistons sur l'urgence et la nécessité pour l'Afrique d'abandonner les pouvoirs autoritaires parce que nous sommes

conscients des conséquences exclusivement négatives de ces pouvoirs. Et, des indépendances à ce jour, l'Afrique a assez souffert de ces pouvoirs qui légitiment l'arbitraire et violent l'ensemble des droits fondamentaux des citoyens. L'exercice du pouvoir politique doit impérativement avoir un réel ancrage démocratique. Les intellectuels africains doivent s'illustrer comme d'excellents guides capables d'impulser une dynamique nouvelle dans notre société. Ils doivent être des piliers de la transformation en profondeur des États africains. Ensemble, nous devons annoncer le crépuscule des pouvoirs autoritaires et l'aube de la vraie démocratie. Aujourd'hui, il est important de soutenir l'établissement de la véritable démocratie en Afrique parce que, fondamentalement : « les exigences de liberté, d'égalité et de dignité humaine ne peuvent être atteintes qu'en fournissant l'effort de s'élever vers l'universel démocratique » (Nibaruta 2015 : 41).

L'établissement d'une véritable démocratie en Afrique est une solution aux nombreux coups d'États. Les problèmes généralement mis en avant pour justifier et légitimer les coups d'État peuvent être évités lorsque la gouvernance de l'État est réellement démocratique. De fait, la gouvernance démocratique permet de résorber de multiples crises. Elle dote l'État des mécanismes efficaces et efficients à la résolution des différents problèmes des populations. Avec un régime démocratique, certaines crises sont évitées en amont parce que les causes de ces crises sont traitées et annihilées. Pour s'en convaincre, observons les États qui se présentent actuellement comme des modèles de démocratie. Nous remarquerons qu'ils ont les ressources nécessaires à la gestion diligente des crises politiques, sociales, sécuritaires et autres. Ils relèvent plus aisément les défis contemporains. C'est dire que la démocratie authentique met les États à l'abri de multiples problèmes. L'Afrique des coups d'États est une Afrique antidémocratique, incapable de relever les défis contemporains et de répondre favorablement aux aspirations légitimes des populations. Après des années d'expérimentation des pouvoirs antidémocratiques qui ont plongé nos pays dans des situations déplorables, lucidement, nous devons expérimenter la voie de la démocratie véritable, authentique. Précisons que lorsque nous parlons de démocratie véritable ou authentique, il s'agit d'une démocratie qui respecte scrupuleusement l'ensemble des principes démocratiques. C'est une démocratie qui est concrète, pratique. En Afrique, il est actuellement rare

de trouver de telles démocraties mais, quelques États se présentent comme d'excellents modèles. Il s'agit du Cap Vert, des Seychelles et de Maurice. Il est très important de souligner que : « dans l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (2020), Maurice est classé comme une « démocratie à part entière », dix-huitième dans le monde et numéro un en Afrique » (Jacquemot 2022 : 24). Pour ceux qui pensent et soutiennent que la démocratie n'est pas faite pour l'Afrique, Maurice nous prouve le contraire. Ce pays doit impérativement servir de modèle à tous les autres États africains qui doivent devenir de véritables démocraties contemporaines. La démocratisation vraie des pays africains ne peut qu'être bénéfique pour le continent. Grâce à elle nous aurons des armées citoyennes, attachées aux valeurs démocratiques et soucieuses de la protection du peuple. Pour l'Afrique, nous devons bâtir une destinée nouvelle où les coups d'État seront un lointain mauvais souvenir enfoui dans les temps immémoriaux. Et cette destinée n'est réalisable que par l'adoption, l'implantation et la pérennisation de la démocratie authentique.

Ajoutons à ce qui précède que l'Afrique nouvelle, excellent modèle de démocratie que nous promouvons met un point d'honneur sur la qualité des élections. Dans ce sens, au sein des pays africains, les élections doivent être libres, inclusives, transparentes. Les organes chargés de l'organisation et de la validation de ces élections doivent être totalement indépendants, crédibles, irréprochables. Ils doivent obligatoirement être marqués du sceau de l'intégrité. Les éléments susmentionnés sont importants parce qu'ils permettent d'avoir des processus électoraux paisibles. L'organisation d'élections sans heurts et morts obéit à des principes qu'il faut respecter avant, pendant et après les processus électoraux. Au sein de l'Afrique démocratique, les élections ne conduiront plus à des tragédies. Elles ne seront plus porteuses de peurs et de craintes multiformes. Lorsqu'on adhère pleinement aux règles démocratiques, les périodes électorales deviennent des moments de saines émulations. Les États africains doivent s'approprier l'ensemble des règles démocratiques. En faisant ce choix judicieux, en plus d'avoir des processus électoraux tranquilles, l'alternance à la tête des États cessera d'être un événement exceptionnel. Elle deviendra un fait banal, ordinaire. Actuellement, l'alternance à la tête des États africains est généralement considérée comme un fait

extraordinaire tellement nous sommes habitués aux hommes politiques qui ignorent sciemment les règles démocratiques. Un État qui s'abreuve réellement à la source de la véritable démocratie est à l'abri des crises électorales et des alternances compliquées voire impossible. Au sein d'un État enraciné dans la démocratie, les élections sont toujours organisées dans un environnement adéquat et les résultats ne font l'objet de contestations. Dans ce contexte, l'alternance devient normale, naturelle. Les dirigeants et acteurs politiques africains qui, généralement, ont un esprit sélectif quand il s'agit du respect des principes démocratiques, doivent comprendre l'urgence et la nécessité de se soumettre au respect de l'ensemble des règles démocratiques. C'est à ce prix qu'ils pourront contribuer au bonheur des populations africaines. Et comme le dit le philosophe : « il sera toujours beau de gouverner les hommes, en les rendant plus heureux » (Montesquieu 1979 : 162). Notre temps doit être celui de l'émergence et de la pérennisation d'une nouvelle ère qui se veut pleinement démocratique.

L'Afrique nouvelle, réellement engagée sur la voie de la démocratie permettra de transcender deux autres problèmes majeurs à savoir la cupidité des acteurs politiques et les ingérences extérieures notamment occidentales. En effet, s'abreuvant désormais à la source de multiples valeurs fondamentales, les acteurs politiques comprendront la nécessité et l'importance de dépasser tout égoïsme pour se mettre résolument au service de l'ensemble des citoyens. Leur amour immodéré pour le gain et les richesses se transformera en un amour de l'homme quel qu'il soit. Dans cette perspective, ils veilleront à ce que leurs actions et comportements contribuent considérablement au bien-être et à l'épanouissement de la société toute entière. Et, à partir du moment où la démocratie fonctionnera normalement au sein des États africains, nous noterons l'annihilation des ingérences occidentales.

Pour que les États africains deviennent des modèles en matière de démocratie, il est nécessaire de recourir à l'éducation. L'éducation, notons-le, est un puissant moyen de transmutation positive des consciences. Ainsi, à travers divers canaux, les populations doivent bénéficier d'une excellente éducation aux valeurs fondamentales de la démocratie. L'école, la télévision, la radio, les réseaux sociaux, les organisations non gouvernementales, les associations de la société civile, doivent être des lieux et des moyens de vulgarisation de la démocratie. Cette éducation des masses

africaines aux valeurs démocratiques doit se faire dans toutes les langues. Soulignons que le combat pour la démocratisation de l'Afrique doit être assumé et porté par toutes les couches sociales. Chaque citoyen africain constitue un maillon essentiel à l'aboutissement de ce projet. Ici, nous évoquons l'importance de l'éducation parce que, face à une crise : « il n'y a pas d'autre choix que d' "éduquer", et de le faire vite et bien » (Ki-Zerbo 1990 : 9). La sortie de la crise de la démocratie passe nécessairement par l'éducation qui permettra aux citoyens africains d'avoir une bonne culture démocratique. Rappelons que : « l'éducation, c'est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés » (Ki-Zerbo 1990 : 16). En aspirant à une Afrique démocratique, le recours à l'éducation s'impose.

À ce stade de notre réflexion, nous percevons l'urgence et la nécessité pour les États africains d'abandonner les pseudos démocraties au profit de l'émergence, la consolidation et la pérennisation de la démocratie véritable. Il s'agit de construire une Afrique nouvelle qui brillera par la qualité incontestable de sa démocratie. Cela dit, l'avènement d'une Afrique pleinement démocratique ne peut-elle pas contribuer au développement ?

3. DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

L'Afrique aspire au développement. La réalisation concrète de ce projet passe par l'instauration de la démocratie au sein des États africains. En effet, la démocratie est un excellent levier de développement dans la mesure où, elle rend possible la cohésion sociale, le vivre ensemble, la paix. C'est dans un environnement de paix que l'on peut aisément planifier et mettre concrètement en œuvre tout projet de développement. Grâce à la démocratie et la paix qu'elle engendre, l'Afrique ne sera plus le théâtre des multiples crises ou conflits qui aggravent le sous-développement. Soulignons-le, l'Afrique demeure un continent qui enregistre de nombreuses crises. Généralement, au fondement de ces crises, nous avons les problèmes de gestion démocratique. L'avènement d'une Afrique réellement démocratique mettra les pays à l'abri des crises et conflits qui entravent le développement. Le développement véritable n'est réalisable que dans la paix. Cela signifie : « qu'il n'y a pas de développement sans paix » (Soro 2011 : 79). La paix issue de l'instauration et de la pérennisation de la démocratie en Afrique sera très bénéfique pour l'ensemble des États africains.

Aujourd'hui, nous devons comprendre que le choix de la véritable démocratie est une condition primordiale au développement de nos États. Nos dirigeants doivent nécessairement saisir les enjeux de la démocratisation du continent. Grâce à cela, ils seront désormais des adeptes et promoteurs de la démocratie. Autrement dit, ils ne procéderont plus à un respect sélectif des règles et principes de la démocratie. Tous les Africains en général et les dirigeants, en particulier, doivent savoir que : « la démocratie politique est une nécessité impérieuse pour toutes les nations humaines désireuses de paix et de développement » (Phambu 2013 : 358). Chaque dirigeant africain a le devoir de développer tous les mécanismes nécessaires à l'instauration de la véritable démocratie. C'est à ce prix que nos États sortiront de la torpeur, du sous-développement généralisé et entameront la marche glorieuse vers le progrès et le développement. La démocratie est un trésor. Même si le changement est très lent, il y a de l'espoir. Certains indices prouvent que nous ne devons pas désespérer de l'Afrique. À preuve : « de nombreux chefs d'État africains se convainquent de plus en plus [...] que la démocratie constitue une condition essentielle du développement des nations » (Phambu 2013 : 356). Ce faisant, ils font l'effort de s'illustrer comme des modèles. La démocratie, gage de paix, de sécurité, représente un levier indispensable au développement de l'Afrique. Les États africains doivent prendre au sérieux le plaidoyer en faveur de la démocratie. L'extension du nombre de pays démocratiques influencera naturellement l'état de santé politique, économique et sociale du continent. Pour des pays qui souhaitent une transmutation significative de leur situation en passant du sous-développement au développement, « la démocratie est désirable [...] parce qu'elle est garante de paix et de sécurité » (Caillé 2004 : 56). Et, la paix et la sécurité sont deux facteurs clés du développement. Sans paix et sécurité, aucun développement n'est possible. En clair, retenons que : « facteur de paix, la démocratie favorise donc le développement » (Ghali 2003 : 11). Aussi, la démocratie est un puissant levier de développement multidimensionnel dans la mesure où elle favorise le respect scrupuleux des droits de l'homme, promeut la justice sociale, défend l'équité et la transparence. Fondamentalement, elle promeut une gestion politique, économique et sociale responsable. Ici, elle se présente naturellement comme un puissant levier de bonne gouvernance. De nombreux pays africains, réfractaires à la démocratie et ses principes sacrés, souffrent de la mauvaise

gouvernance qui est l'une des raisons principales du sous-développement. En effet, « il ne peut y avoir de développement dans un contexte d'arbitraire » (Ghali 2003 : 11). L'Afrique nouvelle qui s'illustrera par la qualité authentique de sa démocratie doit être un modèle de bonne gouvernance. Là où règne la bonne gouvernance, l'État a les moyens indispensables au développement. La démocratisation de l'Afrique, moteur de bonne gouvernance pluridimensionnelle conduira au développement. Les pays africains qui aspirent au développement doivent impérativement fonctionner selon les normes démocratiques. En dehors de la voie démocratique, il n'y a quasiment pas de développement possible pour l'Afrique. Des indépendances à ce jour, les pays africains ont expérimenté plusieurs voies. Et, l'état actuel de l'Afrique permet de saisir le caractère contre-productif de ces voies. Il est temps de comprendre que l'aboutissement de nos différents projets de développement dépend de la qualité de notre gouvernance. La démocratie, facteur clé de bonne gouvernance, est la voie idéale à l'essor, au progrès et au développement des États africains. Face aux nombreux défis qui nous attendent, nous devons faire le bon choix. Surtout que : « le développement est la multiplication des choix quantitatifs et qualitatifs » (Ki-Zerbo 2013 : 198). En se démocratisant, les pays africains remporteront tous les combats du développement en ce sens que chaque citoyen fier de la gouvernance démocratique de son pays sera pleinement heureux de s'engager sans réserve dans le combat du développement. Autrement dit, pour le développement, chaque citoyen jouera pleinement sa contribution. Nous insistons sur la contribution citoyenne parce que le facteur humain est un élément clé du développement. Le développement n'est ni le fruit du hasard ni un don du ciel, il est le résultat d'innombrables actions humaines. Les actions humaines productrices de développement sont toujours encouragées par un cadre, un environnement, un état. À ce propos, relevons que : « la démocratie favorise [...] la naissance de situations ou de sentiments qui sont [...] intrinsèquement pacificateurs, comme la justice, la tolérance, l'amour du bien public ou la prospérité matérielle » (Caillé 2004 : 56). La démocratie regorge de nombreux avantages indispensables au développement.

À ce stade de notre cheminement, il est indispensable d'insister sur l'existence d'un lien intime entre la démocratie et le développement. Les États africains conscients des multiples défis à relever doivent

absolument comprendre l'urgence et la nécessité du choix de la démocratie authentique. Il est vrai qu'aujourd'hui, nous avons sur le continent une pléthore de démocraties balbutiantes, hybrides mais, avec le temps et l'engagement nécessaire, nous consoliderons la démocratie africaine. La démocratie américaine qui fait office de modèle ou de référence mondiale n'a pas été construite en une journée. Mieux, elle est même toujours en construction. Tous les pays africains doivent pleinement croire en la nécessité de construire des États réellement démocratiques. Actuellement : « l'Afrique, très en retard, a perdu trop de temps pour ne pas tirer des leçons de l'expérience et rechercher une stratégie « praticable » [...] de démocratie, de développement et de progrès » (Wade 2005 : 225). L'Afrique, nous le savons, est l'un des continents les plus riches en ressources naturelles. Malheureusement, à ce jour, elle est l'une des parties les plus pauvres de la planète. Il est nécessaire de changer de paradigme. L'exemple de plusieurs pays riches, développés qui entretiennent un lien très étroit avec la démocratie doit nous interpeller. Pour le développement des États africains, la démocratie est un impératif catégorique. Il faut que : « l'on chemine pas à pas, et par tous moyens [...] vers une authentique démocratie » (Kodjo 1990 : 349). La démocratie est la voie du salut et du progrès multidimensionnel de l'Afrique.

CONCLUSION

En définitive, retenons que la crise de la démocratie est réelle en Afrique. Elle est clairement visible à travers la prise en otage du pouvoir du peuple, l'illusion de la séparation des pouvoirs, le pullulement des régimes autoritaires, la recrudescence des coups d'État, les multiples crises électorales, le refus de l'alternance, la cupidité des acteurs politiques, l'ingérence extérieure. Pour sortir de cette situation déplorable, l'émergence et la pérennisation d'une démocratie authentique est indispensable. Sous l'impulsion de l'Africain nouveau attaché à la démocratie, nous assisterons à l'avènement d'une Afrique nouvelle qui s'illustrera par la qualité incontestable de sa démocratie. Le choix de la démocratie et du respect scrupuleux de l'ensemble de ses principes conduira l'Afrique au développement. La prospérité, la grandeur ou la puissance multidimensionnelle de l'Afrique dépendra de la capacité des Africains à bâtir des États réellement démocratiques.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BOKOUAMANGA Hugues Christian, 2012. « La conception du pouvoir en Afrique », *Débat-Courrier d'Afrique de l'Ouest*, n° 96-97, Centre de recherche et d'action pour la paix, p. 49-54.

BOUTROS Boutros-Ghali, 2003, *L'interaction démocratie et développement*, Paris, Unesco, 47 p.

CAILLÉ Alain, 2004, *Paix et démocratie*, Paris, Unesco, 112 p.

DADIÉ Bernard, 1970, *Monsieur Thogo-gnini*, Paris, Présence africaine, 115 p.

DÉMOCRATIE, wikipédia, l'encyclopédie libre, <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=D%C3%A9mocratie&oldid=210736460> [dernier accès, décembre, 2023].

JEAN Delorme & LÉO Bouillé, 1951, *Questions de vie politique*, Québec, Ministère de la jeunesse, 126 p.

KÄ Mana, 2021, *Face à la crise du pouvoir politique en Afrique*, Goma, Pole Institute, 83 p.

KI-ZERBO Joseph, 1990, *Éduquer ou périr*, Paris, L'Harmattan, 120 p.

KI-ZERBO Joseph, 2013, *À quand l'Afrique*, Lausanne, Éditions d'en bas, 239 p.

KODJO Edem, 1985, *Et demain l'Afrique*, Paris, Stock, 366 p.

MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, 1979, Paris, Garnier-Flammarion, 506 p.

NIBARUTA Gaudence, 2015. « Reconnaissance et intégration de l'identité ethnoculturelle : une exigence ou un obstacle à la démocratie libérale ? », *Le cahier philosophique d'Afrique*, n° 0013, Presse universitaire de Ouagadougou, p. 17-42.

PHAMBU Ngoma-Binda, 2013, *La pensée politique africaine contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 396 p.

PIERRE Jacquemot, 2022, *Afrique la démocratie à l'épreuve*, Paris, Éditions de l'aube, 94 p.

SORO Musa David, 2011, *L'intégration, condition de la paix et du développement en Afrique*, Abidjan, Balafons, 114 p.

WADE Abdoulaye, 2005, *Un destin pour l'Afrique*, Neuilly-sur-Seine, Michel Lafon, 261 p.

YAO Assi, 2022, *Maât et justice sociale en Afrique noire contemporaine*, Abidjan, Les Éditions Kamit, 184 p.

AUTEUR

Doudjo Germain **OUATTARA**

Docteur en Philosophie (Bouaké – Côte d'Ivoire)

Courriel : ouattaradoudjogermain@gmail.com



© Édition électronique

URL – Revue Espaces Africains : <https://espacesafricains.org/>

Courriel – Revue Espaces Africains : revue@espacesafricains.org

ISSN : 2957-9279

Courriel – Groupe de recherche PoSTer : poster_ujlog@espacesafricains.org

URL – Groupe PoSTer : <https://espacesafricains.org/poster/>

© Éditeur

- Groupe de recherche Populations, Sociétés et Territoires (PoSTer) de l'UJLoG

- Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) - Daloa (Côte d'Ivoire)

© Référence électronique

Doudjo Germain OUATTARA « *La crise de la démocratie en Afrique* », Revue Espaces Africains (En ligne), 3 | 2023 (Varia), Vol. 2, ISSN : 2957- 9279, mis en ligne, le 30 décembre 2023, p. 132-143.

INDEXATIONS INTERNATIONALES DE LA REVUE ESPACES AFRICAINS



[Voir la page de la revue dans Road](#)



[Voir la page de la revue dans Mirabel](#)



[Voir la page de la revue dans Sudoc](#)
